**PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 25 NOVEMBRE 2011**

QUESTIONS du groupe ETRECHY, ENSEMBLE ET SOLIDAIRES,

1. Couloir aérien : participation financière de la Commune au recours contre l'arrêté ministériel.

Il est là, et bien là, le nouveau couloir aérien que nous redoutions, parfaitement à l'aplomb d'Etréchy... Notre combat commun (associations, population et élus) n'aura pas suffi à faire entendre raison à Mme Kosciusko-Morizet, trop occupée à déplacer hors de sa circonscription une partie des nuisances aériennes et devenue, en la circonstance, la Ministre de la Pollution au mépris du Grenelle de l'Environnement qu'elle est censée promouvoir.

Désormais, pour ceux qui n'entendent pas renoncer, le combat ne peut plus être que juridique.

Etréchy étant particulièrement affectée par des nuisances bien réelles, il nous semble indispensable que notre Commune soutienne financièrement le Collectif d'associations et d'élus qui a décidé d'intenter un recours contre l'arrêté ministériel organisant ces nouvelles trajectoires. Qu'en pensez-vous M. le Maire ?

Peut-on également espérer un soutien de la Communauté de Communes «Entre Juine et Renarde», beaucoup de Communes de notre Communauté étant directement concernées ?

Réponse :

Comme évoqué précédemment, les couloirs aériens ont été modifiés et ce, depuis le 17 novembre 2011.

Je prendrai contact avec le Collectif d'associations et d'élus pour connaître les modalités et les besoins nécessaires afin de soutenir le plus efficacement possible leur action.

2. Révision du SDRIF.

Dans le cadre de la révision annoncée du schéma directeur de la région Ile de France, ne serait-il pas souhaitable que notre Commune demande la correction de la cartographie réalisée en 2008 concernant la surface extravagante ouverte à l'urbanisation (cf. "secteur d'urbanisation préférentielle") ?

Réponse :

Le secteur d'urbanisation préférentielle évoqué dans le SDRIF de 2008 correspond à un potentiel ouvert aux collectivités, et donc s'apparente à une limite maximum. Au regard de l'importance de ce potentiel, je m'en suis inquiété auprès du Conseil d'Etat par lettre en date du 15 décembre 2008 en dénonçant ces « 75 ha potentiels de développement urbain prévus sur la commune d'Etréchy en dépit de la volonté des élus locaux de conserver un développement mesuré. »

Quoiqu'il en soit, le SDRIF, tout comme le SCoT, ne sont que des expressions de potentiel. Le dernier mot reste aux élus dans l'élaboration de leur PLU, seul document d'urbanisme créateur de droits. La perspective de notre PLU est très modérée en ce qui concerne les extensions urbaines. Ainsi, la commission départementale de la consommation des espaces agricoles a rendu un avis favorable sur notre projet (seul avis favorable rendu ce jour sur les 4 communes présentant leur dossier), en soulignant « la volonté de concertation de la commune avec les agriculteurs et la densité convenable de logements prévus sur les nouvelles emprises », ainsi que la modération (inscrite dans notre PLU) dans la consommation des espaces agricoles.

3. Ascenseur de la salle Jean Monnet.

Récemment deux personnes ayant des difficultés à se déplacer n'ont pu utiliser l'ascenseur pour assister à une réunion qui se tenait au Studio 1. La maintenance de cet équipement est-elle régulière ?

Réponse :

La maintenance de cet équipement est effectuée régulièrement. Une attention toute particulière sera portée afin que ce problème ne se reproduise pas.

4. Diagnostic d'accessibilité des établissements recevant du public.

Les diagnostics de la voirie et de tous les ERP (établissements recevant du public) dans notre Commune ont-ils été effectués et/ou remis à la Commune ?

Quand la commission communale d'accessibilité doit-elle se réunir pour faire le point ?

Quel est le calendrier prévisionnel pour l'établissement du "Plan d'accessibilité voiries, espaces publics" (P.A.V.E.) ?

Réponse :

Les diagnostics de la voirie et de tous les ERP viennent d'être remis par le cabinet chargé de cette étude. Je prendrai donc un arrêté début janvier désignant les membres de la commission d'accessibilité (une représentante de l'association « Mouvement plus facile » faisant déjà partie de cette commission). Je nommerai également, à leur demande, membres de cette commission MM Ragu, Barrier, Juarros, Gautrelet et Gleyze, La commission se réunira donc mi-décembre afin d'étudier le diagnostic et d'établir un calendrier prévisionnel

La séance est levée à 22h00